



Comité régional CGT Aquitaine

30 avenue Charles de Gaulle

CS 31 130

33073 BORDEAUX CEDEX

Tel : 05 57 22 74 80 / fax : 05 56 02 69 81

secretariat@cgt-aquitaine.com

www.cgt-aquitaine.com



Plénière des états généraux de l'industrie du 19 janvier 2010

Intervention de Philippe MEDIAVILLA à la table ronde N°2

Bonjour,

Tout d'abord permettez-moi de dénoncer ici la façon dont ont été organisés ces états généraux de l'industrie. Non, je ne jette pas la pierre à celles et ceux qui ont fait leur possible dans la région mais à ceux qui au niveau national ont imposé de tels délais. Si la CGT était demandeuse de ces états généraux, elle entendait qu'ils soient construits dans la concertation préalable et sur une durée qui permette de mieux approfondir les questions de l'industrie qui le mérite bien par les temps qui courent.

Cependant, même si la présence du patronat était aussi disproportionnée que l'écoute dont il a fait l'objet, ces états généraux ont au moins l'intérêt de lancer le débat sur l'avenir industriel dans notre pays, ce qui n'aurait jamais eu lieu si la CGT avec d'autres organisations syndicales n'étaient pas intervenues.

J'ajouterai que ma participation à cette table ronde ne constitue pas un cautionnement de la politique industrielle du gouvernement et du patronat mais plutôt une volonté de faire entendre et accepter nos analyses et propositions pour l'industrie en Aquitaine. Notre présence dans les ateliers, nos propositions et notre volonté d'aboutir en sont témoins.

Ceci étant fait, je voudrais au nom de mon organisation syndicale, tordre le cou à une idée qui fait son chemin grâce à la communication patronale, je veux parler de la sur dramatisation des effets de la crise sur l'activité industrielle de notre région. En effet, la CGT d'Aquitaine en fait une autre analyse. Oui il y a crise économique et les grands groupes et leurs dirigeants n'y sont pas pour rien, mais il y a aussi des politiques et des stratégies d'entreprises qui utilisent cette crise afin d'une part de capter un maximum d'aides

publiques via la recherche, la formation professionnelle, le chômage partiel et d'autre part restructurer l'industrie dans un seul but, la recherche de profits juteux et immédiats pour les actionnaires. Bien sûr, les premières victimes de ces stratégies sont les salariés.

Quelques exemples dans le secteur de l'aéronautique:

Plan de charges mondial:

Nous avons connu un doublement du parc mondial des avions civils de 1979 à 2009, cette tendance perdure Airbus estime le besoin d'avions à construire dans les **20 prochaines années à 25000 avions** (1200 avions par an) actuellement environ 1000 par an).

Les enjeux du développement durable ne modifient pas cette donnée mais appellent des investissements, de la R&D pour les aéronefs de demain. L'augmentation du prix du pétrole force les compagnies aériennes à remplacer leurs aéronefs par des aéronefs modernes. Estimation d'une croissance de près de 5% par an du trafic aérien.

Dans le secteur militaire, le plan de relance concocté par le ministre de la défense a privilégié le domaine aéronautique.

EADS : Carnet de commandes de 400 milliards d'euros (+18%), 10 ans de plan de charges assuré. En 2008 résultat d'exploitation de 2,8 milliards d'euros, trésorerie de 9,2 milliards d'euros (+31%).

En 2009, Airbus a réalisé un record de livraisons (498 avions, 1,4 avion par jour...), a dépassé ses objectifs de prises de commandes.

Dassault : CA annuel en 2008 de 3,54 milliards d'euros, bénéfice en hausse de 8,9%. Au 31/12/2008, le groupe disposait d'un carnet de commande de 17 milliards d'euros, 6 ans de plan de charges.

Safran : 6 ans de plan de charges et une santé financière excellente.

Hélicoptères : Sur la décennie à venir 15000 hélicoptères à turbine devraient être vendus, selon les industriels 32000 d'ici 2030.

Arianespace prévoit une activité record pour 2010

On voit bien que la situation dans ce secteur est loin d'être catastrophique. Pourtant, des hommes et des femmes souffrent aujourd'hui des conséquences des décisions prises par ces donneurs d'ordres, au travers de la perte de leur emploi, du chômage partiel, du blocage des salaires, etc...

Nous avons à la CGT, une toute autre idée de ce que doit être le développement industriel. Il doit avant tout répondre aux besoins des êtres humains en Aquitaine mais aussi ailleurs dans le monde. Ces besoins, il faut les identifier mais l'un des premiers est celui de pouvoir vivre dignement grâce à un emploi durable, pour reprendre une expression à la mode. Dans le travailler plus pour gagner plus, il y a ceux qui travaillent plus et ceux qui gagnent plus, ce ne

sont pas les mêmes. Or, un développement industriel doit être au service de tous. L'emploi industriel est au cœur de l'aménagement du territoire et par là même, les employeurs ont une responsabilité sociale qui ne doit échapper à personne. Alors que le salarié subit des contraintes de plus en plus lourdes, (précarité, conditions de travail, baisse du pouvoir d'achat, difficultés à se loger, se déplacer, etc...), les dirigeants des grandes entreprises peuvent décider d'externaliser, de délocaliser du jour au lendemain sans avoir de compte à rendre ni sur l'emploi et l'avenir du bassin d'emploi ni sur les fonds publics qu'ils ont utilisés.

Cela m'amène à dire un mot sur les questions de financement. Quel contrôle citoyen des aides publiques faites aux entreprises ? Quel suivi de l'utilisation qui en est faite ? A ce propos, est-il possible de faire le bilan des aides de l'état et des collectivités territoriales versées aux pôles de compétitivité et du résultat sur le développement industriel, sur l'emploi, sur le niveau social des salariés ?

Nous proposons la création d'un pôle public de financement sous contrôle citoyens. Nous proposons également que les salariés puissent intervenir sur les stratégies des entreprises et sur l'utilisation de ces aides. Sur ce dernier point, il est urgent de donner plus de droits aux salariés. Pourquoi ne pas créer des Comités Inter entreprises de nature à permettre une égalité de droits entre salariés des donneurs d'ordres et des sous traitants. Notre revendication d'un nouveau statut du travail salarié qui porte notamment l'idée d'une sécurité sociale professionnelle garantissant aux salariés, un maintien du salaire quelle que soit la situation qui lui est faite, un droit à l'orientation, à une formation professionnelle certifiante et qualifiante tout au long de la vie, une reconnaissance de cette qualification et ceci quelque soit l'origine des salariés, grandes entreprises, PME/PMI et TPE etc..., cette revendication est plus que jamais d'actualité. Et nous insistons ici, aujourd'hui pour qu'enfin des négociations s'ouvrent sur cette proposition indispensable à nos yeux afin de couper avec les stratégies et politiques qui nous ont conduits à cette situation de crise.

Enfin, n'oublions pas les enjeux environnementaux. Nous affirmons qu'il est possible de développer l'industrie tout en respectant l'environnement. Cela passe d'ailleurs par le respect de la santé des salariés qui travaillent dans l'entreprise et par des contraintes plus fortes vis-à-vis des employeurs. Mais il y a aussi des propositions pour l'avenir dans notre région. La déconstruction des navires en fin de vie est tout à fait possible dans nos ports et en particuliers ceux de Bordeaux et du Verdon. De même que la déconstruction des avions est envisageable dans notre région qui dispose de savoirs faire importants en aéronautique. Pensons notamment à l'avenir des avions contenant des matériaux composites.

La filière bois porte également un avenir de développement compatible avec les enjeux environnementaux. Les centaines d'emplois supprimés dans ce secteur en Aquitaine ces derniers mois montrent l'urgence d'arrêter cette hémorragie et de mettre en place une autre gestion de ce secteur créateur d'emploi et œuvrant à la résorption du déficit scandaleux de notre balance commerciale. Cette filière est le deuxième secteur déficitaire après le pétrole !!! . Dans ce cadre, le reboisement est d'ailleurs une priorité écologique, afin

que le puits à carbone que constitue notre forêt et les produits issue de celle-ci, puissent jouer leurs rôle. La pérennisation et le développement de plus de 34000 emplois de cette filière sont aussi un enjeu. Des débouchés nouveaux sont possibles et à développer dans la chimie dite verte à partir de dérivés du bois comme la gemme par exemple. Le bois Aquitain a toute sa place dans la construction, contrairement à ce qui se fait aujourd'hui. Un investissement plus fort dans la recherche et le développement s'appuyant sur les organismes publics existants avec un apport bien plus important qu'aujourd'hui de la part des entreprises privés est indispensable et urgent!!!

Pour terminer, je voudrais affirmer avec force que la CGT ne se contentera pas de ces états généraux pour se faire entendre. Nous avons à cette occasion et même avant, souvenez vous de la manifestation du 22 octobre à Paris pour l'avenir industriel du pays qui a réuni plus de 30000 manifestants, nous avons décidé de nous engager résolument dans une bataille pour l'industrie et ses emplois en Aquitaine. A partir des bassins d'emplois, des territoires, au travers d'une communication et de débats avec l'ensemble des salariés, nous entendons bien faire de ce sujet, un des sujets majeurs dans notre bataille syndicale des prochains mois. Des contacts ont été pris avec les autres organisations syndicales afin de travailler ces enjeux dans l'unité. En tous cas, la CGT invite et appelle tous les salariés à agir dans le sens d'un développement industriel de notre région pour vivre dignement, pour mieux vivre demain.

Merci pour votre attention.